

Art. 9. Les lots sont exempts de tous impôts au profit de l'Etat.

Art. 10. § 1er. Les lots sont payables au porteur contre remise des billets gagnants au siège de la Loterie nationale jusques et y compris le dernier jour d'un délai de deux mois à compter de la date de clôture de la vente.

Dans le même délai, la remise peut également s'effectuer par lettre avec valeur déclarée, sous la responsabilité de l'expéditeur, qui doit mentionner lisiblement ses nom, prénom et adresse au verso des billets gagnants et qui doit informer la Loterie nationale du mode de paiement souhaité.

Les lots sont payables dès l'achat des billets.

§ 2. Dans le cadre d'une autorisation accordée par la Loterie nationale et sous leur responsabilité, les vendeurs peuvent, jusques et y compris le dernier jour d'un délai d'un mois à compter de la date de clôture de la vente, payer des lots contre remise des billets gagnants.

§ 3. Les lots non réclamés dans le délai fixé au § 1er sont prescrits et sont acquis à la Loterie nationale.

Art. 11. La Loterie nationale ne reconnaît qu'un seul propriétaire d'un billet gagnant, à savoir celui qui en est le porteur. La justification de l'identité est exigée s'il y a doute sur la validité du billet, s'il y est mentionné un nom ou s'il est maculé, déchiré, incomplet ou recollé. Dans ce cas, le billet est retenu par la Loterie nationale jusqu'à décision de celle-ci.

En cas de vol, de perte ou de destruction d'un billet ou d'une reconnaissance de dépôt établie au porteur, aucune réclamation ou opposition ne sera acceptée.

La Loterie nationale se prononce en équité sur les contestations qui s'élèveraient en raison de défauts techniques affectant les billets.

La Loterie nationale n'intervient pas dans les conflits pouvant surgir entre les personnes ayant acheté des billets en commun.

Art. 12. L'acquisition d'un billet implique, de la part du porteur, l'adhésion au présent règlement.

Art. 13. Sont abrogés :

— l'arrêté royal du 6 mai 1982 fixant le montant de l'émission des tranches de la loterie à billets de la Loterie nationale, modifié par les arrêtés royaux des 2 janvier 1985 et 11 août 1986;

— l'arrêté royal du 23 avril 1992 concernant l'émission du Domino, loterie publique, organisée par la Loterie nationale.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 4 janvier 1993.

Art. 15. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 30 décembre 1992.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

F. 93 — 31

31 DECEMBRE 1992. — Arrêté royal relatif à l'échange en 1993 d'emprunts classiques intérieurs contre des obligations linéaires de lignes et d'échéances diverses

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 décembre 1992 contenant le budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 1993;

Vu la loi du 12 juin 1992 portant confirmation du Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné le 10 avril 1992, notamment l'article 266;

Vu la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, et notamment les articles 32 et 33;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 1991 relatif aux titres de la dette de l'Etat, notamment le chapitre IV, section première;

Art. 9. De loten zijn vrijgesteld van alle belastingen ten bate van de Staat.

Art. 10. § 1. De loten zijn betaalbaar aan toonder ten zetel van de Nationale Loterij tegen afgifte van de winnende biljetten tot en met de laatste dag van een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de afsluitingsdatum van de verkoop.

Binnen dezelfde termijn kan de afgifte eveneens geschieden per brief met aangegeven waarde, op eigen verantwoordelijkheid van de afzender die zijn naam, voornaam en adres leesbaar dient te vermelden op de keerzijde van de winnende biljetten en die de Nationale Loterij moet inlichten omtrent de gewenste betalingswijze.

De loten zijn betaalbaar vanaf de aankoop van de biljetten.

§ 2. Binnen het raam van een door de Nationale Loterij verleende machtiging en op hun verantwoordelijkheid mogen de verkopers, tot en met de laatste dag van een termijn van één maand te rekenen vanaf de afsluitingsdatum van de verkoop, loten uitbetalen tegen afgifte van de winnende biljetten.

§ 3. De loten die niet binnen de in § 1 bepaalde termijn zijn opgevraagd, zijn vervallen en verblijven aan de Nationale Loterij.

Art. 11. De Nationale Loterij erkent slechts één enkele eigenaar van een winnend biljet, namelijk de drager ervan. De staving van de identiteit wordt geëist als er twijfel bestaat nopens de geldigheid van het biljet, als er een naam op vermeld is of als het besmeurd, gescheurd, onvolledig of herplakt is. In dat geval houdt de Nationale Loterij het biljet in tot zij de zaak heeft beslecht.

In geval van diefstal, verlies of vernietiging van een biljet of van een aan toonder opgesteld bewijs van afgifte, wordt geen enkel bezwaar of verzet aanvaard.

De Nationale Loterij beslecht naar billijkheid de betwistingen die zouden rijzen naar aanleiding van technische gebreken aan de biljetten.

De Nationale Loterij mengt zich niet in conflicten die kunnen ontstaan tussen personen die gemeenschappelijk biljetten kochten.

Art. 12. Het verwerven van een biljet houdt in dat de drager ervan met dit reglement instemt.

Art. 13. Worden opgeheven :

— het koninklijk besluit van 6 mei 1992 houdende vaststelling van het bedrag van de uitgifte van de tranches van de loterij met biljetten van de Nationale Loterij, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 januari 1985 en 11 augustus 1986;

— het koninklijk besluit van 23 april 1992 betreffende de uitgifte van de Domino, openbare loterij, georganiseerd door de Nationale Loterij.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 4 januari 1993.

Art. 15. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 30 december 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

[S-C — 3811]

N. 93 — 31
31 DECEMBER 1992. — Koninklijk besluit betreffende de omringing in 1993 van klassieke binnenlandse leningen tegen lineaire obligaties van verschillende lijnen en vervaldagen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 december 1992 houdende de rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1993;

Gelet op de wet van 12 juni 1992 tot bekraftiging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd op 10 april 1992, inzonderheid op artikel 266;

Gelet op de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de staatsschuld en het monetaire beleidsinstrumentarium, met name de artikelen 32 en 33;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 1991 betreffende de effecten van de staatsschuld, inzonderheid op hoofdstuk IV, afdeling 1;

Vu l'arrêté royal du 25 janvier 1991 concernant l'exonération de l'écompte mobilier en ce qui concerne les revenus de titres dématérialisés de la dette publique, de transactions sur ces titres et de titres d'emprunts de l'Etat belge, dénommés « Obligations linéaires »;

Considérant que la loi du 14 décembre 1992 contenant le budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 1993 autorise le Ministre des Finances à conclure toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor, notamment l'article 7;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Notre Ministre des Finances est autorisé à échanger, en 1993, aux conditions qu'il détermine, des emprunts classiques antérieurs contre des obligations linéaires de lignes et d'échéances ives.

Art. 2. L'opération d'échange se déroule sur une base strictement volontaire.

Art. 3. Le solde non échangé par l'Etat belge des emprunts visés sur l'offre publique d'échange continue à exister jusqu'à son échéance finale aux conditions déterminées dans les arrêtés d'émission de ces emprunts.

Art. 4. La technique d'échange utilisée est celle de l'offre d'échange à prix pré-déterminés.

Art. 5. L'offre d'échange à prix pré-déterminés repose sur l'appel d'offres portant sur un prix déterminé à l'avance par le Ministre des Finances pour chaque échange d'un emprunt classique contre des obligations linéaires.

Art. 6. Les candidats à l'échange détenteurs d'inscriptions nominatives et remplissant les conditions pour y participer doivent, pour chaque emprunt dont ils veulent céder des titres, fixer le montant nominal — par quotités de dix millions de francs — à souscrire dans ne ou plusieurs lignes d'obligations linéaires au moyen d'anciens titres qu'ils sont disposés à céder à l'Etat, au prix d'échange pré-déterminé par le Ministre des Finances.

Art. 7. Par prix d'échange pré-déterminé, on entend un capital nominal de titres anciens offerts pour un capital nominal de cent francs d'obligations linéaires.

Le prix d'échange pré-déterminé tient compte du rapport entre les valeurs actuelles, le jour de l'opération, de l'emprunt classique — y compris les intérêts courus — et de l'obligation linéaire proposée à l'échange.

Art. 8. Le Ministre des Finances détermine le calendrier des adjudications, lequel comprend la date d'adjudication de l'offre d'échange et la date valeur d'échange s'y rattachant.

Il se réserve le droit, jusques et y compris le jour de l'adjudication d'échange, de renoncer partiellement ou totalement à l'adjudication nonnée.

Nonobstant l'appel d'offres, le Ministre des Finances se réserve également le droit de n'accepter qu'un montant proportionnel des offres remises.

Art. 9. L'offre publique d'échange à prix pré-déterminés des emprunts classiques proposés à l'échange est destinée uniquement aux titulaires d'inscriptions nominatives détenus aux Grandes-écoles de la dette de l'Etat pour ces emprunts, depuis la dernière échéance, pour autant que ces titulaires appartiennent à l'une des catégories suivantes :

1^o les établissements financiers ou entreprises y assimilées visés à l'article 87, 1^o de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus;

2^o les organismes paraétatiques de sécurité sociale ou les organismes y assimilés visés à l'article 87, 2^o de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus;

3^o les fonds communs de placement visés à l'article 96, § 1er, du même arrêté;

4^o les épargnants non-résidents visés à l'article 87, 6^o, du même arrêté.

Art. 10. Pour un emprunt classique déterminé, le montant total des offres faites par un candidat à l'échange ne peut, en aucun cas, dépasser le capital nominal qu'il détient pour cet emprunt au Grand-école, le jour de la remise des offres.

Si le montant des inscriptions nominatives détenues au Grand-école pour cet emprunt est insuffisant pour pouvoir payer les souscriptions aux obligations linéaires, l'offre, acceptée sous réserve au

Gelet op het koninklijk besluit van 25 januari 1991 betreffende de vrijstelling van de roerende voorheffing met betrekking tot inkomen van gedematerialiseerde effecten van de staatsschuld, van transacties in die effecten en van effecten van leningen van de Belgische Staat, genaamd « Lineaire obligaties »;

Overwegende dat de wet van 14 december 1992 houdende de rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1993 de Minister van Financiën machtigt tot het sluiten van elke financiële beheersverrichting uitgevoerd in het algemeen belang van de Schatkist, inzonderheid het artikel 7;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onze Minister van Financiën is bevoegd om, in 1993 tegen de voorwaarden die hij bepaalt, klassieke binnenlandse leningen om te ruilen tegen lineaire obligaties van verschillende vervaldaten.

Art. 2. De operatie van omruiling geschiedt op een volstrekt vrijwillige basis.

Art. 3. Het door de Belgische Staat niet omgeruilde saldo van de leningen waarop de openbare offerte van omruiling betrekking heeft, blijft tot zijn eindvervaldag behouden aan de voorwaarden bepaald in de uitgiftebesluiten van deze leningen.

Art. 4. De gebruikte omruilingstechniek is deze van een offerte van omruiling tegen vooraf vastgestelde prijzen.

Art. 5. De offerte van omruiling tegen vooraf vastgestelde prijzen berust op offerteaanvragen gebaseerd op een vooraf door de Minister van Financiën vastgestelde prijs voor elke omruiling van een klassieke lening tegen lineaire obligaties.

Art. 6. De kandidaten voor de omruiling houders van nominatieve inschrijvingen en beantwoordend aan de voorwaarden om deel te nemen — dienen voor elke lening waarvoor zij effecten willen afstaan, het nominale bedrag vast te stellen — per quotiteiten van 10 miljoen frank — in te tekenen in één of verschillende lijnen van lineaire obligaties, door middel van oude effecten die zij bereid zijn aan de Staat af te staan, tegen een omruilingsprijs vooraf vastgesteld door de Minister van Financiën.

Art. 7. Onder vooraf vastgestelde omruilingsprijs verstaat men een nominaal kapitaal van oude effecten aangeboden voor een nominaal kapitaal van 100 frank in lineaire obligaties.

De omruilingsprijs houdt rekening met de relatie tussen de actuele waarden van de klassieke lening op de dag van de verrichting met inbegrip van de opgelopen interesten, en de ter omruiling aangeboden lineaire obligatie.

Art. 8. De Minister van Financiën bepaalt de kalender van de aanbestedingen, waarin de datum van aanbesteding van de omruilingsofferte en de valutadatum van de omruiling hieraan verbonden, inbegrepen is.

Hij behoudt zich het recht voor om tot en met de dag van de aanbesteding zelf geheel of gedeeltelijk aan de aangekondigde aanbesteding te verzaken.

Niettegenstaande de offerteaanvraag, behoudt de Minister zich eveneens het recht voor om slechts een proportioneel gedeelte van de neergelegde offertes te aanvaarden.

Art. 9. De openbare offerte van omruiling van klassieke leningen aangeboden ter omruiling tegen vooraf vastgestelde prijzen is enkel bestemd voor de titulairissen van nominatieve inschrijvingen voor deze leningen gehouden in de Grootboeken van de Rijksschuld sinds de laatste vervaldag, voor zover deze titulairissen tot één van de volgende categorieën behoren :

1^o de financiële instellingen of ermee gelijkgestelde ondernehmingen bedoeld in artikel 87, 1^o van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 ter uitvoering van de wet op de inkomenbelasting;

2^o de parastatale instellingen voor sociale zekerheid of de daarmee gelijk te stellen instellingen bedoeld in artikel 87, 2^o van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomenbelastingen;

3^o de gemeenschappelijke beleggingsfondsen bedoeld in artikel 96, § 1, van hetzelfde besluit;

4^o de spaarders niet-verblijfhouders bedoeld in artikel 87, 6^o, van hetzelfde besluit.

Art. 10. Het totale bedrag van de offertes gedaan voor een bepaalde klassieke lening door een kandidaat voor de omruiling mag, in geen geval, het nominale kapitaal waarvan hij voor deze lening houder is in het Grootboek, overschrijden op de dag van de neerlegging van de offertes.

Indien het bedrag van de gehouden nominatieve inschrijvingen onvoldoende is om de intekeningen op de lineaire obligaties te betalen, zal de offerte, onder voorbehoud aanvaard op het moment

moment de l'adjudication, sera réduite d'office par le service des Grands-Livres dans la ligne d'obligations linéaires ayant l'encours le plus élevé.

A défaut de cette possibilité, le service des Grands-Livres veillera à saisir l'offre au maximum admissible.

Art. 11. Les souscriptions aux obligations linéaires portent sur des multiples de dix millions de francs en nominal et, par quotient nominal de dix millions de francs souscrits en obligations linéaires, il ne peut être présenté que des inscriptions nominatives d'un même montant classique.

Art. 12. Lors d'un échange de titres portant sur des offres à prix pré-déterminés :

§ 1er. Les intérêts dus sur les emprunts classiques cédés ne sont pas payés par l'Etat belge, puisque le prix d'échange est déterminé en tenant compte de ces intérêts courus.

§ 2 Les intérêts prorata temporis sur les obligations linéaires sont payés à l'Etat belge suivant la procédure habituelle de règlement des obligations linéaires.

Le souscripteur paie donc à l'Etat les intérêts bruts courus depuis la date d'émission de la ligne d'obligations linéaires concernée, ou depuis la première échéance d'intérêts jusqu'à la date de valeur d'échange, sur base de mois comptant uniformément trente jours.

Art. 13. Le versement en faveur du Trésor s'effectue à la Banque Nationale de Belgique à la date d'échange prévue au calendrier :

- via le système de compensation de titres (clearing), pour les candidats à l'échange qui veulent des titres dématérialisés en clearing;

- chez le Caissier de l'Etat, pour les candidats à l'échange qui veulent des inscriptions nominatives au service des Grands-Livres de la dette de l'Etat;

- soit, via la procédure de débit automatique du compte en compensation de l'adjudicataire auprès de la B.N.B. ou, à défaut, du compte courant ouvert au nom de l'adjudicataire auprès d'une banque, membre de la Chambre de compensation;

- soit, en cas de non-accord du souscripteur avec cette procédure de débit automatique, par versement au compte 100-2250000-22.

Tout versement tardif d'intérêts dus à l'Etat est augmenté d'une indemnité calculée au taux de l'obligation linéaire concernée majoré d'1/2 % l'an sur base du nombre exact de jours de retard, à partir de la date d'échange prévue au calendrier des adjudications.

L'adjudicataire qui tarde pendant plus de quatorze jours à effectuer le paiement des intérêts dus à l'Etat est déchu de ses droits et est redevable d'une indemnité de quatorze jours calculée au taux de l'obligation linéaire concernée majoré d'1/2 % l'an, sur le montant dû.

L'indemnité due au Trésor n'est pas payée via le système de compensation de titres de la Banque Nationale de Belgique; elle doit être versée directement au compte 100-2250000-22 du Service du Caissier de l'Etat, à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles, avec la mention : « Adjudication d'échange — Intérêts de retard — Art. 06.01.10-48.1.2. »

Art. 14. Dans la mesure où, après l'échange, subsistent aux Grands-Livres des soldes dont une fraction ne peut être convertie dans la plus petite coupure des titres au porteur de l'emprunt classique visé par l'échange, cette fraction est remboursée d'office par le Caissier de l'Etat, à la Banque Nationale, via la Chambre de Compensation.

Les intérêts courus sur cette fraction seront payés par la même voie.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 31 décembre 1992.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

van de aanbesteding, ambtshalve door de dienst van de Grootboeken in de lijn van lineaire obligaties die het grootste kapitaal in omloop heeft, verminderd worden.

Indien deze mogelijkheid niet bestaat, zal de dienst van de Grootboeken erop toezien dat aan de offerte tot het maximum toegelaten bedrag zal voldaan worden.

Art. 11. De intekeningen op de lineaire obligaties slaan op veelvouden van nominale 10 miljoen frank, en per nominale veelvoud van 10 miljoen frank ingetekend in lineaire obligaties, kunnen slechts nominatieve inschrijvingen van eenzelfde klassieke lening aangeboden worden.

Art. 12. In geval van een omruiling van effecten gebaseerd op offertes tegen vooraf vastgestelde prijzen :

§ 1. De verschuldigde interessen op afgestane klassieke leningen worden niet door de Belgische Staat betaald vermits de omruilingsprijs vastgesteld is rekening houdend met deze opgelopen interessen.

§ 2. De interessen prorata temporis op de lineaire obligaties worden aan de Staat betaald volgens de gebruikelijke procedure van betaling voor de lineaire obligaties.

De intekenaar betaalt dus aan de Staat de opgelopen bruto interessen sinds de uitgiftedatum van de betreffende lijn van lineaire obligaties, of sinds de eerste interestvervaldag tot de valutadatum van de omruiling, op basis van eenvormige dertig dagen tellende maanden.

Art. 13. De storting ten voordele van de Schatkist gebeurt bij de Nationale Bank van België op de omruilingsdatum voorzien op de kalender :

- via het verrekenstelsel van effecten (clearing), voor de kandidaten voor de omruiling die gedematerialiseerde effecten in clearing willen;

- bij de Rijkskassier voor de kandidaten voor de omruiling die nominatieve inschrijvingen bij de dienst van de Grootboeken van de Rijksschuld willen :

- hetzij, via de methode van de automatische debitering van de compensatierekening van de aanbesteder bij de N.B.B. op bij gebrek aan, van de lopende rekening geopend op naam van de aanbesteder bij een bank, lid van de Verrekenkamer;

- hetzij, ingeval de intekenaar niet akkoord gaat met de methode van de automatische debitering, door storting op de rekening 100-2250000-22.

Iedere laattijdige storting van de verschuldigde interessen aan de Staat wordt vermeerderd met een vergoeding berekend tegen de rentevoet van de betreffende lineaire obligatie vermeerderd met 1/2 % per jaar op basis van het juiste aantal achterstallige dagen vanaf de omruilingsdatum voorzien in de kalender van de aanbesteding.

De deelnemer aan de aanbesteding die langer dan veertien dagen wacht om de betaling van de verschuldigde interessen aan de Staat uit te voeren, wordt ontzet uit zijn rechten en is een vergoeding van veertien dagen verschuldigd berekend tegen de rentevoet van de betreffende lineaire obligatie vermeerd met 1/2 % 's jaars op het verschuldigde bedrag.

De verschuldigde vergoeding aan de Schatkist wordt niet betaald via het effectenClearingstelsel van de Nationale Bank van België; zij moet rechtstreeks gestort worden op de rekening 100-2250000-25 van de Dienst van de Rijkskassier, bij de Nationale Bank van België te Brussel, met de vermelding : Aanbesteding van omruiling — nalatigheidsinteressen — Art. 06.01.10-48.1.2. ».

Art. 14. In de mate dat, na de omruiling, in de Grootboeken saldi blijven bestaan waarvan een gedeelte niet kan omgezet worden in de kleinst mogelijke coupure van effecten aan toonder van de door de omruiling beoogde klassieke lening, zal dit gedeelte ambtshalve vergoed worden door de Rijkskassier bij de Nationale Bank via de Compensatiekamer.

De opgelopen interessen op dit gedeelte zullen via dezelfde weg betaald worden.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 16. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 31 december 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT